



COMMUNIQUÉ

Projets de programmes de Français, Histoire-Géographie et EMC :

Des notions orientées politiquement et une visée utilitariste inacceptables

Le 21 février, les organisations syndicales de la voie professionnelle étaient reçues par la Dgesc dans le cadre de la consultation sur les projets de programmes de Français, d'Histoire-Géographie et d'Enseignement moral et civique (EMC) des classes de CAP et de 2^{de} bac pro.

Le SNUEP-FSU y a dénoncé la diminution des objets d'étude et la perte de savoirs, conséquence de la forte diminution horaire pour ces disciplines. Les concepteurs et conceptrices de ces projets de programmes ont été contraints à des choix. Malgré cela, ces projets restent très lourds au regard du temps imparti, sauf à survoler les notions, en particulier en CAP.

En Français, le SNUEP-FSU a demandé la réécriture de la mise en perspective « Lire, écrire, dire le métier » pour qu'elle soit transversale aux objets d'étude en premier lieu et non un simple outil utilitariste pour l'interdisciplinarité, la co-intervention ou le chef d'œuvre, telle que présentée actuellement. Nous avons souligné l'absence de l'aspect littéraire et soulevé l'inquiétude quant au possible appauvrissement de l'approche philosophique en 1^{re} et terminale bac pro. Le SNUEP-FSU a demandé son maintien et rappelé sa demande d'un enseignement de philosophie en terminale.

En Histoire, les programmes sont vastes, trop politiques et institutionnels et trop axés sur les constats au détriment des analyses. Le SNUEP-FSU a demandé que l'histoire sociale soit réintroduite.

En Géographie, le SNUEP-FSU a dénoncé l'abandon des approches sociales et environnementales et exigé leur réintroduction. Le programme ne peut se limiter aux flux. La démographie et les inégalités de développement seraient un manque dans la formation des jeunes de la voie professionnelle.

Concernant l'EMC, le SNUEP-FSU a dénoncé les propositions de questionnements fermés, qui ne permettent pas le débat serein avec les élèves. Il a demandé que les commentaires soient transférés dans un document d'accompagnement des programmes. Il a proposé de réorganiser les thèmes de CAP pour que la liberté et la protection de la liberté soient abordées ensemble, le second objet d'étude regroupant alors le devenir citoyen et la laïcité.

Comme le SNUEP-FSU s'y attendait, les projets de programmes entraînent une réduction des enseignements. Le « mieux » souhaité par le ministre restera un vœux pieu.

Plus grave encore est l'orientation politique du programme d'histoire-géographie : centré sur la mondialisation économique libérale, pour mieux faire adhérer à cette conception unilatérale de la marche du monde, il laisse de côté une majeure partie de la population et les problématiques liées au développement durable.

Le SNUEP-FSU demande le changement d'orientation de ces programmes pour que l'Homme, le travailleur et le citoyen réapparaissent et pour que la vision purement utilitariste soit gommée.